

*Initiatives ministérielles*

Il est évident pour quiconque suit la question de près que d'autres emprunts, comme ceux qu'on nous demande d'autoriser aujourd'hui, ne feront qu'amplifier le vrai facteur qui est à l'origine de l'augmentation des déficits publics au Canada, nos taux d'intérêt élevés.

Chaque augmentation d'un point de pourcentage des taux d'intérêt ajoute 1,7 milliard à ce que le service de la dette coûte au gouvernement. La politique récente d'emprunt à court terme n'a fait qu'empirer ce problème du service de la dette, qui était déjà grave.

Dans son dernier budget, le gouvernement prévoyait un déficit de 28 milliards, ce qui ressemble beaucoup au déficit qu'il avait promis de réduire durant son mandat. Ces projections étaient fondées sur un taux d'intérêt moyen de 11,1 p. 100. Pourtant, rien que depuis janvier, les taux d'intérêt sont passés de 12,4 p. 100 à 13,8 p. 100, une hausse astronomique de 133 points de base. Et aujourd'hui, rien ne laisse prévoir une baisse des taux d'intérêt. Les taux internationaux, au contraire, continuent de monter, poussés par le spectre de l'inflation au Japon et en Europe et par la compétition pour les capitaux sur les marchés financiers internationaux.

De plus, au Canada, le taux d'inflation se maintient à environ 5,5 p. 100, ce qui oblige la Banque du Canada à utiliser le seul instrument disponible, si inefficace soit-il, c'est-à-dire les taux d'intérêt, pour atteindre son objectif qui est d'empêcher l'inflation.

On prédit maintenant, et avec une certaine certitude, que si les taux d'intérêt continuent à monter, les frais du service de la dette absorberont toutes les réductions de dépenses annoncées dans le budget de février et le déficit du gouvernement sera plus près de 31 ou 32 milliards que des 28 milliards prévus dans le budget. Évidemment, une aussi forte augmentation rendra nécessaires d'autres réductions des dépenses et d'autres hausses d'impôt et de taxes et obligera le gouvernement à emprunter encore simplement pour financer la dette publique qui ne cesse de grossir.

Ce sont les taux d'intérêt qui dirigent le programme financier du gouvernement et non le contraire. Le programme financier ne contrôle pas les taux d'intérêt, il est plutôt leur victime.

Il est temps de se demander si la hausse des taux d'intérêt atteint vraiment le but visé. Selon la théorie monétariste à laquelle nous adhérons tous, l'inflation est causée par le fait qu'il y a plus d'argent que de marchandises à acheter. C'est pourquoi, dans le but de réduire l'inflation à zéro, la Banque du Canada augmente constamment les taux d'intérêt pour diminuer la masse moné-

taire et pour faire entrer l'économie canadienne dans une période déflationniste.

Cependant, les dépenses de consommation résistent remarquablement bien à l'amère médecine monétaire de la Banque du Canada. Depuis que les taux d'intérêt ont commencé à grimper, en 1988, après avoir été relativement stables pendant cinq ans, l'inflation a constamment augmenté, elle aussi, passant d'environ 4 p. 100 à 5,5 p. 100 aujourd'hui.

L'obstacle fondamental qui empêche la Banque du Canada de juguler l'inflation est la dette nationale. Chaque fois que la Banque augmente les taux d'intérêt, le gouvernement doit dépenser plus seulement pour servir les intérêts de la dette et il doit augmenter les impôts et les taxes pour financer ses propres dépenses. Il semble clair que l'augmentation persistante des taxes d'accise est l'une des principales causes, sinon la seule, de la hausse du taux d'inflation au Canada. En bref, la politique monétaire et la politique financière sont devenues inséparables. Ce gouvernement est entré dans un cercle vicieux dont il semble incapable de se sortir.

• (1540)

Il y a un rapport de l'Institut C.D. Howe qui résume très bien la situation dans laquelle le gouvernement s'est enfermé. L'institut note que la croissance de la dette nationale provoque un cercle vicieux. Actuellement, la taille de la dette et la brièveté des échéances moyennes augmentent les difficultés rencontrées par la Banque du Canada pour juguler l'inflation, car une augmentation de 1 point des taux d'intérêt à court terme entraîne une dépense supplémentaire de 1,7 milliard par an pour le service de la dette, ce qui augmente encore les pressions. La tâche de la banque serait beaucoup plus facile si la politique financière était plus restrictive.

Il faut se demander non seulement si les taux d'intérêt contribuent réellement à réduire l'inflation, mais aussi s'il vaut la peine de risquer la récession pour avoir ce que l'on appelle une inflation zéro.

Il me semble que la lutte contre l'inflation vise à garantir la stabilité des prix et celle-ci est l'objectif de tout gouvernement, pas l'inflation zéro comme telle. La stabilité des prix améliorerait la santé à long terme de l'économie canadienne, mais est-ce que le recours du gouvernement à la seule politique monétaire suffira à y parvenir? Assurera-t-il la stabilité des prix en poursuivant son obsession de l'inflation zéro?

Au Canada, l'inflation existe surtout dans la partie centrale. Le Canada atlantique et des régions de l'Ouest ne font guère que sortir de la dernière récession. On peut difficilement dire que ces régions surchauffent ou soient inflationnistes. Or, les taux d'intérêt ne tiennent pas compte des différents niveaux de croissance enregistrés au Canada, du taux d'inflation différent qui existe d'une